



Mairie de Blaye (33390)

## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 19 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 13 septembre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE, M. INOCENCIO à Mme MERCHADOU

### Etaient excusés:

M. VERDIER, M. GEDON

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

### **7 – CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE REDEVABLES - DOSSIER MME PERDRIAU - ANNULATION**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibération du 27 juin 2017, le conseil municipal a constitué une provision pour dépréciation des comptes de redevables au nom de Madame PERDRIAU.

Or, il s'avère que Madame PERDRIAU a réglé sa dette le 29 mai 2017.

C'est donc par erreur que le service des finances a jugé nécessaire cette constitution de provision. En conséquence, ce projet de délibération n'aurait pas dû être présenté en conseil municipal.

Il est demandé au conseil municipal d'annuler la délibération relative à la constitution d'une provision pour dépréciation des comptes de redevable d'un montant de 30 613,33 €

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 11 septembre 2017 et a émis un avis favorable.

#### **Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 22/09/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20170919-53147-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

